



Séance ordinaire du jeudi 18 octobre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix huit octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Voirie, Espace public

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Perla DANAN, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Clare HART, Alex LARUE, Eric PASTOR, Eric PETIT.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK

Voirie, Espace public - Aménagement d'un barreau routier entre la RD24E2 et la RD613 - Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage entre le Département de l'Hérault, et la Métropole - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Pierre DUDIEUZERE, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre du développement et de l'aménagement de son territoire, la Métropole sécurise régulièrement son réseau viaire, y compris en limite de son territoire. A l'occasion de l'aménagement de la ZAC des Châtaigniers, qui a pour vocation d'accueillir de l'habitat et des équipements publics et d'intérêt collectif sur la commune de Saint-Aunès, la Métropole souhaite :

- Régler le problème de l'insécurité actuelle du carrefour sur la RD 613 qui ne peut être qu'aggravée par des trafics supplémentaires ;
- Apporter une desserte au Parc d'activité du Salaison dans le cadre de sa requalification

C'est dans ce cadre que le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole, ont décidé de créer une nouvelle section de route, barreau routier, entre la RD 24^E2 et la RD 613 afin de mettre en sécurité le fonctionnement de ce secteur et d'améliorer sa fluidité.

Ce partenariat a permis de finaliser un accord sur le montage d'un projet global regroupant les opérations suivantes : création d'une nouvelle section de route et création d'un nouveau giratoire.

Depuis le 1er janvier 2017, en application des dispositions de la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et de la convention de transfert intervenue le 22 décembre 2016 avec le Département de l'Hérault, la Métropole est propriétaire de l'ensemble des voiries départementales situées sur son territoire et en assure la gestion. Par voie de conséquence, la maîtrise d'ouvrage de l'opération de recalibrage de la RD 24^E2 / RD 613 se répartit désormais entre la Métropole et le Conseil Départemental de l'Hérault au regard de leur territoire respectif.

La loi relative à la Maîtrise d'Ouvrage Publique du 12 juillet 1985 dispose que lorsque la réalisation, la réutilisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe le terme.

Dans ce cadre et afin de ne pas retarder l'avancement de l'opération, les parties ont convenu de recourir à un transfert de maîtrise d'ouvrage permettant à la Métropole, territorialement la plus concernée par le projet, de poursuivre l'opération engagée de sécurisation.

Par ailleurs, au titre des avantages que représente pour elles un tel aménagement, Pays de l'Or Agglomération et la commune de Saint Aunès ont décidé d'engager leur concours financier vers la Métropole maître d'ouvrage, dans les conditions définies par convention.

La convention a donc pour objet de désigner la Métropole maître d'ouvrage de l'opération d'aménagement de la RD 24^E2 / RD 613 et ce pour l'ensemble du projet.

Le montant des travaux a été évalué à 1 832 740 € HT (valeur 2018).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de transfert de maîtrise d'ouvrage avec le Département de l'Hérault pour le transfert effectif de maîtrise d'ouvrage du projet de recalibrage de la RD24^E2 / RD613 au profit de la Métropole,
- dire que les crédits nécessaires seront inscrits budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/10/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 26 octobre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20181018-59957-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/10/18

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.